

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

2me TOUR DE SCRUTIN - 30 JUIN 1968

11me CIRCONSCRIPTION des BOUCHES-DU-RHONE

Candidats d'Union pour la Défense de la République



Marie-Madeleine FOURCADE
née à Marseille
Agriculteur en Camargue
Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 39-45

Remplaçant éventuel
Marcel MÉZY
né à Cuzargues (Hérault)
Commandeur de la Légion d'Honneur
Médaille Militaire
Croix de Guerre 14-18 et 39-45

Electrices, Electeurs,

L'U.D.R. est en tête, tandis que la F.G.D.S. remporte 0 siège.

L'U.D.R. est en tête dans la 11me circonscription, et il est clair, maintenant, que le vrai suppléant de M. Privat est désormais M. Porelli.

Depuis le 23 Juin, François Mitterand, Guy Mollet, Gaston Defferre, Pierre Mendès-France, Charles Privat, ne peuvent plus se faire élire que grâce aux voix communistes. La Républico vaï miés !

Les Français, pris à témoins, ont répondu à l'appel du Président de la République et ont marqué leur foi en les destinées de la France. Condamnant l'illégalité, ils ont manifesté leur désir de voir régner l'ordre républicain et la paix publique, c'est-à-dire le respect de la loi et de la constitution.

Ils ont compris que les nationaux, quel que soit leur horizon politique, devaient former une majorité forte et cohérente, seul moyen de pouvoir résister aux inévitables conséquences des moments difficiles que nous venons de connaitre, seul moyen d'éviter de nouveaux désordres et de nouvelles subversions.

M. Privat, stupéfié par le souffle de ce premier tour de scrutin, proclame que les nationaux "ont cédé à une campagne de panique et d'affolement", "au chantage à la peur", que cette "victoire de la crainte est un vote négatif" et que des forces "réactionnaires" trompent les Français de toutes opinions.

Pouvait-on ne pas craindre de voir tant d'années d'efforts patients réduits à néant ? Au bénéfice éventuel de factions remorquées par des commandos terroristes brandissant des bannières rouges et noires.

Pouvait-on ne pas avoir peur du spectre de la guerre civile ? Cette épouvantable épreuve que ne mérite pas la France, tant meurtrie par cinq années d'occupation nazie dont les cicatrices physiques et morales saignent encore.

Ce n'est pas nous qui avons voulu cela. Ce désordre subit et concerté, cette anarchie, cette surenchère démagogique dans la "contestation", en vue de la prise insurrectionnelle du pouvoir.

Nous voulons poursuivre notre programme d'expansion économique et sociale, qui ne peut se réaliser pleinement que dans la stabilité des institutions. Nous voulons pouvoir accéder, tous les moyens nécessaires étant mis à pied d'œuvre, à des réformes indispensables aux grandes mutations du monde moderne, par l'ouverture de vrais dialogues entre Français de bonne foi, et non avec des Maoïstes ou des Staliniens.

Nous voulons pouvoir aborder le marché commun, clé de l'Europe, en donnant au départ le maximum de chances à nos agriculteurs, grands et petits.

Nous voulons pouvoir rendre nos industries compétitives, tout en résorbant le chômage et en créant des activités nouvelles et des emplois nouveaux.

Nous voulons, par l'intéressement et la promotion des travailleurs dans la dignité, abolir la stérile lutte des classes. Alors comment peut-on nous accuser d'agir contre l'immense masse des travailleurs, actuellement séduits par des promesses trompeuses et abusives de nos adversaires, désirant leur faire croire qu'ils pourraient tout obtenir demain, si tout ce qui existe était détruit et si toutes les structures de la Nation étaient remises en cause ?

Nous sommes sûrs qu'ils ont maintenant réfléchi à la lueur des circonstances et qu'ils accepteront plus nombreux de jour en jour, de se joindre au grand mouvement pour le bien commun qui est notre principale préocupation.

Quant aux rapatriés, ils connaissent les positions que j'ai prises en 1967, déjà, et que j'ai renouvelées sans cesse au cours de ma campagne. Elles se résument en quelques mots : juste indemnisation et pleine réhabilitation par l'amnistie, afin que leur intégration soit totale.

Si nous sommes contre cette curieuse conception de la "priorité des priorités" à l'Education Nationale, qui met les élèves et les professeurs en grève illimitée, alors que le temps perdu pour la connaissance et le sacrifice des parents pour élever leurs enfants ne se rattrape pas comme s'il s'agissait de fabriquer des boites de conserves à la chaine,

Nous sommes pour une refonte de notre enseignement, qui lui permette de mieux adapter l'offre à la demande. Ce qui suppose en même temps qu'une profonde rénovation, une expansion économique suffisante, des débouchés professionnels marchant de pair avec le progrès économique et social.

Tout cela est certes un programme difficile à réaliser, mais, s'il est valable pour tous les Français, il me semble encore plus indispensable à la 11[em] circonscription dont le vote, pour la première fois depuis 1948 place les nationaux en tête des formations politiques au Pays d'Arles-Méditerranée. Ce vote prouve qu'il y a encore beaucoup à faire ici et que les marxistes qui occupent le terrain n'ont pas su s'y prendre.

Voilà six ans que je tourne dans toutes nos communes. Chaque fois, je suis saisie de voir le manque de cohésion entre les possibilités qui sont offertes aux citoyens de ce pays et leurs aspirations.

Je suis consternée par le marasme du petit commerce, par la pauvreté de l'effort touristique, par l'angoisse des petits agriculteurs, par l'inquiétude des jeunes à qui on ne procure sur place aucun débouché nouveau.

Je vois par ailleurs que 148 U.D.R. ont été réélus dans des circonscriptions qui marchent, parce qu'ils ont fait quelque chose pour elles. Malgré les vicissitudes du moment on leur fait confiance, parce qu'on sent que l'effort de leurs élus est constructif.

Pour nous, électrices, électeurs la menace demeure. Nous avons battus séparément MM. Privat et Porelli. Nous pourrons, dimanche prochain, les battre tous deux ligottés et jumelés ensemble, car désormais leurs destinées sont indissolubles. Quoi que vous raconte M. Privat sur les possibilités d'une troisième voie, actuellement introuvable puisque son Parti ne s'est pas détaché et ne ne peut pas se détacher du pacte de la F.G.D.S. avec le Parti Communiste. M. Privat ne peut isolément prendre à cet égard aucun engagement sincère, ni valable, et il le sait bien.

Il ne nous manque pour gagner que 10% des voix. Elles existent.

Je supplie les abstentionnistes et les apolitiques de voter. Ils comprendront que leur isolement devient un piège lorsque l'avenir du pays est en jeu.

Je conjure toutes les forces vives de ce pays d'Arles-Méditerranée, de s'unir une bonne fois pour toutes pour faire front à la coalition socialo-communiste, qui va se faire jour sur toutes les circonscriptions encore à pourvoir et qui, si elle réussissait ici, les couperait pendant cinq longues années encore des possibilités que je leur offre de sortir de la contrainte et d'être reliées à la majorité.

Car la contrainte, tous les Français l'ont compris, ce n'est pas le prétendu "pouvoir personnel" du Général de Gaulle qui ne cesse de consulter le pays, et de faire accéder tous les citoyens à une plus grande participation à la vie de la Nation. La contrainte, c'est la dictature totalitaire qui est l'unique but des communistes, "même quand ils affirment parfois le contraire", comme n'hésitait pas à le déclarer Maurice Thorez.

Au nom de l'Union pour la Défense de la République que j'ai l'honneur de représenter, je remercie tous ceux et toutes celles qui ont, déjà, le 23 Juin porté un premier coup d'arrêt à ce que nous ne voulons plus voir. Je leur demande de poursuivre résolument leur effort. De rallier autour d'eux à notre cause ceux et celles qui hésitent encore à se dégager d'idéologies ou de rancœurs, respectables certes, mais hélas ! dépassées par la gravité de l'heure.

Je vous demande du fond du cœur de faire en sorte que nous puissions, venant d'horizons si différents, nous retrouver dans un grand élan pour que vive la France et que nous puissions enfin dire le 30 Juin : "la Republico va ben". Je garde pour ma part une entière confiance.

VU LES CANDIDATS

Marie-Madeleine FOURCADE

Candidat d'Union pour la Défense de la République

Remplaçant éventuel : Marcel MÉZY

IMP. NOUVELLE - BERTHIER - ARLES